



Union Départementale

engagée, solidaire ▶

Lyon, le 21 mai 2024

## Solidarité avec les peuples de Kanaky

Depuis des décennies, la Kanaky est victime de la puissance colonisatrice française. Déjà au 19<sup>e</sup> siècle, les Kanaks se sont opposés à la colonisation, tandis que l'Etat français en faisait une colonie de peuplement.

Les accords de Nouméa, signé il y a plus de 25 ans prévoyaient pourtant la mise en place d'une décolonisation sur vingt ans. Une décolonisation dont les consultations, largement boycottées pour certaines, ont connu grand nombre d'irrégularités.

Malgré ça, le chemin choisi par le gouvernement français est clair : maintenir l'emprise coloniale à tout prix.

La CGT, dans son histoire, a toujours pris le parti des peuples victimes de la colonisation. Car la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes est une valeur fondamentale, nécessaire pour construire la solidarité entre les peuples.

D'autant plus que l'Etat français qui s'oppose aux libertés des peuples, eh bien c'est ce même Etat qui s'attaque aux droits des travailleurs et travailleuses en métropole.

En Kanaky, les cadres, dirigeants, hauts fonctionnaires de métropole sont présents en bien plus grande proposition que leur présence démographique ne le justifie tandis qu'à salaire et expérience égale, le candidat ou la candidate citoyen.ne calédonien.ne sera systématiquement recalé. D'autant plus que ceux qui réussissent des concours de la Fonction publique sont systématiquement exilé.e.s en métropole.

Les travailleurs et travailleuses sont quant à eux dépendant de l'économie du Nickel, aux mains de multinationales qui menacent plus de 13 000 emplois directs et indirects. Une économie du Nickel que la France a privilégié au détriment de l'économie locale, d'autant plus que la surface du domaine maritime profite à l'impérialisme français dont la surface maritime est la deuxième au monde. Enfin, la stratégie militaire de Macron, celle de « l'axe indo-pacifique » doit nous inquiéter, alors que partout dans le monde, les exigences de paix sont à l'ordre du jour.

C'est bien la politique du gouvernement français qui alimente les tensions dont les évènements en cours depuis le 13 mai sont la manifestation.

Nos camarades de l'USTKE, syndicat partenaire de la CGT, ont appelé à la grève plusieurs fois dans les dernières semaines afin de lutter contre ce système capitaliste colonial.

Les attaques contre les commerces et services publics sont la conséquence de ce drame social dont des familles endeuillées sont victime de part et d'autre, et dont le gouvernement français porte une grande responsabilité. Des initiatives concrètes de solidarité peuvent être construites entre les peuples, afin de permettre aux salariés de Métropole et de Kanaky de lutter ensemble contre l'impérialisme français qui opprime les peuples et restreint les droits des travailleurs et travailleuses.

**Vive la lutte !**

**Vive la solidarité internationale !**

**Vive le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes !**